

Protocole relatif aux documents, données et aux codes sources des applications dont la TMA est réalisée en Centre de services

Les supports informatiques et documents fournis par FranceAgriMer au Titulaire du marché restent de la propriété de FranceAgriMer. Les données contenues dans ces supports et documents sont strictement couvertes par le secret professionnel (article 226-13 du code pénal). Cela comprend toutes les données et codes sources dont le Titulaire prend connaissance à l'occasion de l'exécution du présent marché.

Conformément à l'article 34 de la loi informatique et libertés modifiée, le Titulaire du marché s'engage à prendre toutes précautions utiles afin de préserver la sécurité des informations et notamment d'empêcher qu'elles ne soient déformées, endommagées ou communiquées à des personnes non autorisées.

Le Titulaire du marché s'engage donc à respecter les obligations suivantes et à les faire respecter par son personnel :

- ne prendre aucune copie des documents et supports d'informations qui lui sont confiés, à l'exception de celles nécessaires à l'exécution des prestations prévues au marché ;
- ne pas utiliser les documents et informations traités à des fins autres que celles spécifiées au présent marché ;
- ne pas divulguer ces documents ou informations à d'autres personnes, qu'il s'agisse de personnes privées ou publiques, physiques ou morales ;
- mettre en place les mesures de sécurité nécessaires pour restreindre l'accès à ces documents et informations exclusivement aux collaborateurs du Titulaire du marché en charge de la prestation ;
- prendre toutes mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des fichiers informatiques pendant la durée du présent marché ;
- prendre toutes mesures de sécurité, notamment matérielles, pour assurer la conservation et l'intégrité des documents et informations traités pendant la durée du présent marché ;
- et en fin de marché, à procéder à la destruction de tous fichiers manuels ou informatisés stockant les informations saisies y compris les codes sources. Cette destruction sera formalisée par le certificat de destruction joint qui sera complété et signé par le Titulaire.

À ce titre, le Titulaire du marché ne pourra sous-traiter l'exécution des prestations à une autre société, ni procéder à une cession de marché sans l'accord préalable de FranceAgriMer.

FranceAgriMer se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour constater le respect des obligations précitées par le Titulaire du marché.

Le xx/xx/xx

Nom et signature du Titulaire